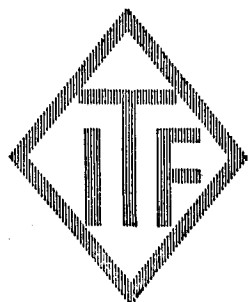




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST



N° 15
7ème année.

Ansterdam, le 22 juillet 1939.

Vingt-cinq ans.

Ces jours-ci, il y aura 25 ans qu'éclatait la dernière guerre mondiale. Lorsque, après 50 mois de batailles acharnées, des traités de paix eurent mis fin à la conflagration, le monde espérait que cette guerre allait être la dernière des guerres. Les travailleurs surtout pensaient que l'on prendrait à coeur les terribles enseignements des années de guerre; ils croyaient qu'il serait possible de créer les bases pour une vie pacifique commune des peuples de toutes races et de toutes couleurs. Ils firent le voeu d'empêcher des guerres futures par tous les moyens en leur pouvoir.

Il n'en a pas été ainsi. A présent, 25 années après le déclenchement de cette terrible guerre, une catastrophe menace qui - si elle ne peut pas à la dernière minute être évitée - dépassera de beaucoup en horreur tout ce que le monde a vécu de 1914 à 1918.

Dans les Etats d'Europe centrale - vaincus alors et désarmés sous la pression des Etats vainqueurs - en Italie et en Espagne, le mouvement ouvrier a été anéanti, la démocratie a été terrassée et un régime se fit en comparaison duquel les anciens gouvernements impériaux, renversés - a-t-on prétendu - "pour préparer le monde à la démocratie", paraissent franchement démocratiques.

En Autriche, en Allemagne, en Italie, le mouvement ouvrier était, à l'époque où les soldats rentraient du front, relativement plus puissant que dans d'autres Etats démocratiques; il était parmi l'avant-garde du mouvement ouvrier international militant pour la paix et contre une nouvelle guerre. Malgré cela, des forces réactionnaires ont eu le dessus dans ces pays, parce que les jeunes démocraties n'ont pas obtenu l'appui voulu de la part des Etats vainqueurs et parce que le mouvement ouvrier n'a pas reconnu et terrassé à temps l'ennemi dans son propre pays.

A présent, 25 années après le déclenchement de la grande guerre, les vaincus de 1918 sont armés jusqu'aux dents et le triangle belliciste Berlin-Rome-Tokio oblige tous les Etats à pousser plus que jamais les préparatifs de guerre. Le monde se trouve au seuil d'une nouvelle conflagration et la classe ouvrière est éliminée des solutions/aux plus graves problèmes de la politique internationale. apportées

Un jour, nous avons lancé le mot d'ordre: "Plus jamais de guerre!" et aujourd'hui encore, nous avons horreur de la guerre, crime contre l'humanité. Mais nous savons que l'espoir qu'à la veille d'une guerre, les travailleurs se dresseront dans tous les pays contre les auteurs de guerre parmi leur propre bourgeoisie, est aujourd'hui une utopie, voire un danger pour la liberté. Dans les pays opprimés par une dictature fasciste, un mouvement révolutionnaire aurait, pendant les premières semaines d'une guerre - lorsque l'appareil policier et terroriste est encore intact et que les armes se trouvent encore en grande partie entre les mains des formations dévouées au régime - peu de chances de succès rapide. Un mouvement de révolte dans les pays menacés par les puissances de l'axe aurait, par conséquent, en cas de guerre, uniquement pour effet d'affaiblir la défense contre l'attaque fasciste et de faciliter l'entrée des troupes ennemies.

Disons-le ouvertement, que dans les pays non fascistes, les travailleurs ont bien des choses à perdre et à défendre, bien des choses qui valent qu'on se batte pour elles, ne fussent-elles que les restes des libertés civiques. Sans doute, n'arrive à bien comprendre ce que signifient ces libertés, que celui qui a appris, par ses propres expériences, ce que veulent dire pour les classes laborieuses, fascisme et nationalisme, avec leur terreur et leurs méthodes d'oppression. Nous avons à défendre notre liberté de pensée et les droits vitaux des travailleurs.

Toutefois, il ne nous faut pas considérer une guerre avec légèreté; il nous faut mettre tout en oeuvre pour éviter une guerre évitable, attendu que le mouvement ouvrier n'occupe pas, comme il l'avait escompté, à l'heure présente, décisive, les fonctions déterminantes sur le terrain politique, il nous faut appuyer les éléments et les groupes qui sont contre la guerre.

La guerre, on ne l'évite pas par des concessions déplacées au triangle guerrier. Dans le cas le plus favorable on peut, par de pareilles concessions, en sacrifiant la liberté et la vie des travailleurs d'autres pays, momentanément assurer la paix à son propre pays. La trahison de la Tchécoslovaquie et l'abandon de l'Espagne républicaine, loin d'écarter le danger de guerre, l'ont augmenté. La paix est indivisible; on ne peut pas l'acheter par le sacrifice d'autrui. Ce ne sont pas les concessions déplacées, mais uniquement une calme détermination et un ralliement de toutes les forces de paix qui permettront de faire échec aux manigances des auteurs de guerre.

Si malgré tout, une guerre éclatait, si malgré tout Hitler déclençait une conflagration, nous jouerions notre rôle dans la défense contre l'agression fasciste et pour abattre l'agresseur à l'effet d'empêcher l'asservissement de nos mouvements ouvriers. Mais nous ne devons pas oublier qu'il y a, dans tous les pays, des milieux influents qui craignent davantage un puissant mouvement ouvrier et la perte de leurs prérogatives, que l'avènement du fascisme. Si par conséquent une guerre ne pouvait pas être évitée, nous aurions recours aux armes, non pas par amour pour la propre bourgeoisie, mais par amour pour notre propre classe, pour notre pays dont nous voulons faire une vraie patrie pour tous les travailleurs. Dans ce combat dans lequel les travailleurs des Etats du front de paix seront à leur poste, armes en mains, les travailleurs des pays de dictature auront recours aux armes des opprimés, le sabotage, la désertion et la révolte contre l'ennemi commun. La guerre ne serait pas menée par nous contre ceux sur qui pèse l'oppression des dictatures, qui espèrent par elle être libérés de leur joug, non pas contre les peuples allemand, italien ou japonais, ni davantage contre les classes laborieuses d'Autriche, d'Espagne ou de Tchécoslovaquie. Si malgré tout une guerre se trouvait être inévitable, nous voudrions non pas seulement écarter les dictatures fascistes mais aussi battre en brèche les forces de la réaction dans nos pays, libérer ceux que le fascisme opprime et en même temps sauvegarder la liberté chez nous, liberté sans laquelle la paix ne saurait exister. Si malgré tout la guerre éclatait, il nous faudra créer les conditions préalables pour une vraie paix dans un monde libre, il nous faudra faire, de la victoire de la démocratie, une victoire de la démocratie ouvrière.

Combattre pour ce but est notre devoir, est le devoir des ouvriers de tous les pays.

Edo Finnen.

Ce que signifie en Allemagne le serment de fidélité à Hitler.

(I.T.F.) Dans presque toutes les régions d'Allemagne, on voit depuis des mois dans tous les établissements et bureaux, des affiches menaçant de peines sévères tout acte de résistance passive. Dans les services publics, les Nazis s'étaient jusqu'ici abstenus de pareilles menaces. Tous les ouvriers et employés des services publics, ainsi que tous les fonctionnaires publics, sont tenus de prêter le serment de fidélité à Hitler; celui qui refusait de prêter ce serment était révoqué et poursuivi comme ennemi de l'Etat. Apparemment les Nazis avaient jusqu'ici confiance en les effets de ce serment imposé. Depuis le 10 juillet toutefois, on voit aussi dans toutes les entreprises publiques des affiches menaçant de peines de prison et d'amendes celui qui "contrairement à son devoir ne se présente pas au travail, refuse de travailler ou ralentit intentionnellement le rythme du travail".

Depuis longtemps, le mouvement de résistance passive a passé à toutes les administrations publiques. Les Nazis voyant que le serment de fidélité à Hitler n'avait pas l'effet voulu, ont pensé qu'une menace de séjour dans une prison hitlérienne impressionnerait davantage.

Les ouvriers étrangers sont en danger en Allemagne.

(I.T.F.) Depuis le début de l'année, le gouvernement allemand tâche de persuader les ouvriers étrangers qui doivent chercher leur gagne-pain en Allemagne, à se transférer durablement dans le pays. Les autorités déclarent qu'il n'est plus possible de permettre aux ouvriers étrangers d'emporter chez eux toutes les économies qu'ils ont pu faire; les familles n'ont qu'à se rendre en Allemagne de manière que l'argent gagné soit dépensé dans le pays! Officiellement on allègue, pour justifier cette modification d'attitude, les difficultés de change. Il mérite toutefois d'être signalé que les offices de placement requèrent, en même temps que l'instruction d'embaucher autant que possible des ouvriers étrangers se contentant d'un minimum de devises étrangères, aussi l'instruction d'embaucher de préférence des étrangers de sympathies nazies. Ce qui est encore plus frappant, c'est que des ouvriers saisonniers étrangers, tels que les pêcheurs, ouvriers du bâtiment et ouvriers agricoles, sont encouragés à rester en Allemagne pendant la saison creuse. On trouve la solution de l'énigme dans les publications des Archives allemandes sur les expériences faites pendant la guerre mondiale, publications étudiées avec zèle dans les milieux militaires allemands. Lorsque pendant l'hiver 1912 à 1913, la guerre menaçait d'éclater, l'Office de l'Intérieur conseilla de garder par mesure exceptionnelle les ouvriers saisonniers dans le pays, également pendant les mois où le travail chôme. Le danger existait que, sinon, les ouvriers rentrés chez eux ne reviendraient pas en Allemagne l'année suivante. En janvier 1914, l'Office a renouvelé son avertissement. A cette époque on y prêta à peine attention. "Si la guerre avait été déclarée en janvier au lieu d'août 1914, les alliés l'auraient gagnée depuis longtemps... les faucheurs auraient été dans leur pays et la moisson de 1914 n'aurait déjà pas pu être faite" - ainsi écrivaient en 1917, les Cahiers mensuels d'Allemagne méridionale, un des principaux périodiques allemands de cette époque.

Aujourd'hui, les ouvriers étrangers n'ont pas seulement de la valeur pour les Nazis, en substitution d'Allemands mobilisés, mais aussi comme une protection contre les obus. Les Allemands comptent que plus d'un aérodrome et établissement industriel seront épargnés par les aviateurs ennemis si l'on sait que, sur les champs entourant l'aérodrome et dans les salles des usines, d'importants groupes d'ouvriers étrangers, retenus en Allemagne, sont occupés.

Rares sont, parmi les ouvriers étrangers qu'on encourage à présent à se transférer définitivement en Allemagne, ceux qui savent ce qui les menace si Hitler déclenche une guerre.

(Pour les Rédactions: Dans le numéro 7 de "Fascisme" nous avons publié des indications sur le recrutement par l'Allemagne de légions étrangères. Les Archives du Reich ont publié en 1930 la brochure dont il est question "Denkschrift des Reichsamts des Innern betreffend Fragen wirtschaftlicher Mobilmachung vom Januar 1914". Suivant une communication officielle parue dans le "Kölnische Zeitung" du 16 juillet, le chiffre des étrangers occupés en Allemagne s'élève à l'heure actuelle à quelque 500.000; nous ne savons pas jusqu'à quel point les Tchèques déportés en Allemagne sont compris dans ce chiffre.)



Panique de guerre en Allemagne.

(I.T.F.) Les conversations quotidiennes en Allemagne sont toutes dominées par la crainte d'une guerre. Fin juin déjà, le périodique du Front du travail "Ruhrarbeiter" - 1er numéro de juillet - écrivait: "Partout où l'on écoute, on entend des conversations de haute politique. ... Pendant les repos, pendant les heures de travail, en chemin de fer, dans les rues, la politique extérieure est le grand sujet de conversation. Dans l'intervalle, la nervosité a extraordinairement augmenté, principalement en Allemagne centrale et orientale. Dans les provinces limitrophes de la Pologne, on fait des exercices de défense passive qui durent plusieurs jours, mais, même dans les principales garnisons, on manque de masques à gaz pour la population civile.

L'activité des diverses organisations nazies qui veulent jouer leur rôle, porte la nervosité aussi dans les quartiers tranquilles des rentiers et dans les petites villes mortes. Des déléguées de l'Association des femmes nazies recrutent des forces auxiliaires pour la moisson et chaque femme qui refuse d'aller dans les champs doit en indiquer le motif; même des septuagénaires ne sont pas épargnées.

Dans les usines et entreprises artisanales, les offices de placement recrutent des ouvriers qu'ils envoient à la construction des fortifications, à la frontière polonaise, pour faire la récolte des navets. Chaque fois que de pareilles mesures sont prises, les gens se demandent: "Combien de temps cela va-t-il encore durer ainsi"?

Hitler fait augmenter le coût de la vie.

(I.T.F.) Dans le territoire de Memel, les troupes allemandes ont apporté, de même qu'en Autriche et en Tchécoslovaquie, une hausse du coût de la vie et disette de vivres. Avant l'entrée des Allemands, "les prix à Memel, pour les denrées alimentaires, ne dépassaient pas en moyenne la moitié de ceux qu'on demandait à Königsberg" - écrit l'Office des statistiques du Reich. "Les prix de la viande qui, en général ne s'élevaient qu'à 1/3 de ceux en vigueur dans le Reich voisin, étaient particulièrement bas ... Le charbon aussi était relativement bon marché et les vêtements et le linge ne coûtaient environ que les 2/3 des prix valables à Königsberg".

Trois mois plus tard, les prix des denrées alimentaires avaient doublé et, à l'heure actuelle, bien des vivres coûtent trois fois le prix d'autrefois; les vêtements et le linge ont monté de 30 à 50 %, bien que la qualité soit moins bonne. "Autrefois, tout était bon marché et surtout il y avait assez. A présent, tout est cher et rare, et avec cela tout est rationné comme dans le Reich. La situation est devenue sensiblement moins bonne" - ainsi écrivent des ouvriers de Memel. Les indemnités de vie chère qui leur ont été accordées sont toutefois insuffisantes.

La hausse du coût de la vie à Memel. (I.T.F.) Le tableau ci-après, que nous reproduisons du périodique bi-mensuel de l'Office des statistiques du Reich, montre comment les prix ont monté à Memel depuis l'entrée des troupes allemandes:

Prix en mars 1939. Prix en juin.

	<u>marks</u>	<u>marks</u>
1 kg de pain de seigle	0,16	0,29
1 kg de farine de froment	0,20	0,40
1 kg de gruau d'avoine	0,30	0,58
5 kgs de pommes de terre	0,26	0,37
1 kg de sucre	0,20	0,78
1 kg de sel	0,08	0,24
1 oeuf (50 à 60 gr.)	0,04	0,10
1 litre de lait	0,10	0,20
1 kg de margarine	1,12	2,20
1 kg de beurre	1,40	2,84
1 kg de saindoux	1,12	2,--
1 kg de viande de boeuf	0,60	1,52
1 kg de viande de porc	0,76	1,56
1 kg de hareng salé	0,40	0,60
1 costume pour homme	35.--	59.--
ressemelage de chaussures	3.--	4,50
1 quintal de charbon	1,32	1,72

En réalité, les prix ont monté davantage que ne l'indique ce tableau car les qualités bon marché ont disparu des magasins. Le beurre de cuisine, par exemple, coûtait, d'après le "Deutsche Allgemeine Zeitung" du 9 juillet, avant la "libération de Memel", 50 pfennigs à 1 mark, et

non pas 1 mk 40, comme l'indique l'Office des statistiques. Pour d'autres marchandises, il en était de même. Là où surgit la croix gammée, les marchandises bon marché disparaissent.

La dépréciation des salaires en Autriche.

(I.T.F.) En Autriche, bien des articles de première nécessité sont, à l'heure actuelle, plus chers encore

qu'en Allemagne; la plupart des salaires par contre sont plus bas. Les ouvriers tâchent d'obtenir des ajustements et dans plus d'une industrie de guerre ils ont du succès. Or, afin de rendre impossible toute amélioration, le Commissaire au Travail pour l'Autriche a décrété que toute modification des salaires et traitements devait lui être notifiée. Lorsque plus de 5 ouvriers ou employés - dans les petites entreprises plus de 10 % du personnel - doivent obtenir une augmentation, l'autorisation préalable du Commissaire est nécessaire. En cas de nouveaux engagements, des salaires plus élevés que ceux en vigueur ne peuvent être payés qu'avec l'autorisation expresse du Commissaire. Les ouvriers étaient indignés de ces mesures et, pour les apaiser, le Commissaire a promis fin juin de revoir graduellement les tarifs en vigueur et de prescrire une limite pour les énormes appointements des directeurs. "Ce qui est juste pour le salarié doit également l'être pour l'employeur" - ainsi assurait-il le 6 juillet. Il n'advient rien de l'augmentation promise car le Statthalter Bürckel a déclaré catégoriquement, le 13 juillet, qu'on ne tolérerait aucune majoration de salaires. Quant à la promesse de prescrire une limite pour les formidables appointements des dirigeants, on sait en Allemagne ce que valent pareilles promesses. Les Nazis ont dit aux ouvriers allemands qu'ils ne toléreraient pas d'appointements de plus de 12.000 marks. Néanmoins, tous les Nazis de premier plan empochent un multiple de cette somme. Ce n'est pas avec rien que les Hitler, Goering, Ley, Hess, Goebbels, Streicher, etc. ont construit leurs châteaux et leurs palais. Les directeurs généraux des sociétés anonymes allemandes devaient indiquer le montant de leurs appointements. Il y a longtemps qu'ils ne le font plus et il ne paraît guère probable que leurs collègues autrichiens seront plus dociles.

Les médicaments manquent, même dans les industries de guerre.

(I.T.F.) Il y a en ce moment en Allemagne pénurie de médicaments. On ne sait pas si elle est due à

un remaniement de la production des usines chimiques qui ont dû limiter la production des médicaments pour pouvoir étendre celle des matières destructives, ou bien au fait que l'armée a fait des réserves: ce qu'il y a de certain c'est que bien des pharmacies ne reçoivent pas ce qu'elles commandent et que, même dans les industries de guerre, on fait des économies sur les médicaments.

Dans une grande entreprise de textiles d'Allemagne centrale, où on fabrique du tissu pour masques à gaz, ce tissu doit subir un traitement spécial de caoutchoutage. Cela se fait à l'aide d'acides caustiques et de poisons dangereux, mais les mesures de prévention sont insuffisantes. 1/10ème environ du personnel de ce service est constamment en traitement médical. Les médecins déclarent même aux ouvriers malades qu'il en faut revenir aux méthodes naturelles et que le corps lui-même doit produire les contre-poisons. Ce n'est que quand un mal empire que les médecins le traitent plus sérieusement.

L'augmentation du nombre des accidents d'automobiles en Allemagne.

(I.T.F.) L'augmentation du nombre des accidents qui se produisent sur les routes allemandes n'est pas

seulement due à un excès de vitesse des conducteurs de véhicules. La police allemande fait savoir que certaines maisons d'expédition, avides de lucre, poussent les chauffeurs à négliger les prescriptions de sécurité, que des entreprises d'autobus font circuler des véhicules en mauvais état et font conduire des chauffeurs inexpérimentés afin de faire des économies sur les salaires.

"A l'occasion d'un contrôle des camions automobiles, la police a souvent, ces derniers temps, constaté des excès de charge. Les chauffeurs ont indiqué dans ce cas que l'entreprise les avait contraints à dépasser la charge autorisée pour rendre le transport plus économique. Certains chauffeurs avaient même été menacés d'un renvoi s'ils refusaient de conduire le camion avec sa charge excessive. Dans certains cas, les entreprises ont intentionnellement négligé de renseigner leurs chauffeurs sur les limites de capacité de charge des véhicules" ("Angriff" du 18 juillet)

"Das Schwarze Korps" du 13 juin, l'organe hebdomadaire du chef de

la police allemande, expose ce à quoi était due la majorité des accidents d'automobiles. "Les employeurs ont très souvent pris à leur service de jeunes chauffeurs n'ayant ni les capacités voulues ni l'expérience nécessaire" mais à qui, complétons-nous, on pouvait payer un salaire plus bas. "Sans scrupule aussi les employeurs ont mis en service des véhicules qui étaient loin de répondre aux exigences de la sécurité". Ces employeurs veulent gagner de l'argent, même si le chauffeur et les voyageurs courent des risques. Ces conceptions ne sont pas précisément à l'honneur de la "discipline de la circulation nationale-socialiste" dont les Nazis se sont tant vantés. (Pour les Rédactions, voir aussi "Fascisme" du 15 octobre 1938).

Dans les mines, la prolongation des heures de travail ne donne pas les résultats espérés par les Nazis. (I.T.F.) Depuis le 1^{er} avril, la journée de travail des mineurs allemands a été prolongée, de sorte que la durée du travail fourni dans le fond a augmenté d'environ 1/8. Les Nazis comptaient que la production augmenterait dans la même mesure, voire davantage, attendu que la promesse avait été faite de payer au triple salaire chaque augmentation du rendement excédant cette proportion.

On a attendu avec intérêt les résultats de la prolongation des heures de travail car si elle avait vraiment donné l'accroissement de rendement escompté par les propriétaires de mines, d'autres pays auraient certes tenté d'imiter l'exemple des Nazis. Jusqu'ici toutefois, les Nazis et le patronat des mines n'ont pas atteint le but espéré. Nous lisons dans le "Frakfurter Zeitung" (du 7 juillet) qu'au lieu de l'augmentation espérée on constate "un recul relatif du rendement par journée de travail". Les employeurs constatent que "le surplus payé en salaires n'est pas contrebalancé par un surplus de revenus". Ils exigent une révision de la réglementation des heures de travail. Attendu que le rendement actuel déjà est insuffisant pour fournir à l'économie allemande, mise à contribution à l'excès, la houille dont elle a besoin et qu'à l'avenir il faudra encore tenir compte des besoins des hauts-fourneaux des usines d'armement d'Allemagne centrale, on introduit dès à présent dans beaucoup de mines, en dépit de la prolongation de la journée de travail, des heures supplémentaires.

Cet effort excessif exigé des mineurs n'a cependant qu'une valeur économique hypothétique. Le degré de morbidité en effet augmente. Nous lisons dans le rapport annuel des "Rheinische Stalwerke" qui vient de paraître, qu'avant la prolongation des heures de travail déjà il y avait, sur un effectif de 15.000 mineurs, à certaines époques 1.500 malades. La durée du travail perdue par les jours de maladie était presque aussi importante que le temps regagné par la suite par la prolongation de la journée de travail. Attendu qu'il n'est pas possible de mettre à contribution davantage les individus, on a besoin de plus d'hommes. Avec les effectifs actuels, le surplus de rendement de 10 millions de tonnes par an pour la Ruhr uniquement, "impérieusement nécessaire" - suivant une déclaration de l'organe des propriétaires de mines - ne peut pas être obtenu. On se préoccupe en ce moment de faire rentrer dans les mines les quelque 12.000 ouvriers du sous-sol ayant, ces dernières années, quitté les mines de la Ruhr.

Non content de cela, on veut aussi empêcher les mineurs occupés dans des mines qui exigent un excès d'heures supplémentaires, d'aller travailler dans d'autres où le travail est moins dur, ou de se transférer dans d'autres professions où la rétribution est meilleure. Les 480.000 ouvriers occupés dans les mines de charbon allemandes ne peuvent quitter leur place qu'avec une autorisation de l'Office de placement et, même s'ils obtiennent cette autorisation, il leur faut une autre autorisation spéciale pour accepter un travail en dehors de l'industrie minière.

Un ouvrier allemand sur deux est à présent ainsi asservi à son travail

On sait qu'un travail forcé n'est jamais accompli de bon coeur. Dans les mines cependant, beaucoup dépend de la bonne volonté du mineur. Les Nazis n'auront pas beaucoup de plaisir de leurs mesures d'asservissement des mineurs; le rendement des mineurs surmenés et vexés baissera vraisemblablement davantage. La production de guerre s'en ressentira.

(Pour les rédactions: voir "Fascisme" Nos 7 et 14, 1939 - "Deutsche Allgemeine Zeitung" du 10 juillet, "Bergwerkszeitung" du 13 juillet et "Ruhr und Rhein" du 7 juillet 1939.)

L'organe des cheminots suédois met en garde contre les voyages de propagande en Allemagne.

(I.T.F.) Depuis quelque temps, un fonctionnaire supérieur des chemins de fer de l'Etat suédois, un certain Blomgren, organise des voyages en

Allemagne. Des cheminots suédois se sont adressés à leur organisation et lui ont demandé quel pouvait être le but de ces voyages et pourquoi le même gouvernement qui enferme dans les camps de concentration des syndicalistes allemands, attache du prix à la visite de cheminots suédois.

L'organe des cheminots suédois "Signalen" a donné une réponse très nette à ces questions. Un cheminot suédois a récemment participé à un pareil voyage en Allemagne, et le journal publie ses impressions.

"Pour ce qui concerne notre métier, nous n'avons à peu près rien pu apprendre dans les ateliers des chemins de fer allemands. Une chose intéressante que nous avons vue était un rail de 60 mètres de longueur qui, les jours de chaleur, ne se tord pas mais se presse plus à fond dans le sol. Les ouvriers que nous avons vus dans les ateliers semblaient soucieux et on avait l'impression que leur ancien mouvement syndical libre leur manquait. Le salaire était en moyenne de 70 pfennigs par heure et la journée de travail de plus de 9 heures. Les impôts étaient élevés et les denrées alimentaires coûteuses. La viande est une chose rare dans la nourriture des ouvriers mais les légumes sont abondants. Le beurre, le sucre, les oeufs, le café, etc. sont rationnés. Nous autres étrangers étions naturellement bien reçus et rien ne nous faisait défaut, chose qui paraissait beaucoup impressionner certains Suédois. Dès notre arrivée à Hambourg, quelques-uns s'empressèrent de faire le salut hitlérien. Je pense moi que, de la part de Suédois démocratiques, il est stupide et indique un manque de jugement, d'imiter les manières des Nazis."

"Nous savons donc à présent - ainsi continue le journal - ce qu'il y a derrière cette activité d'agence de voyages de Blomgren. C'est de la simple et pure propagande nazie. Il est regrettable que des fonctionnaires publics suédois se prêtent à pareille chose. La majorité des participants à ces voyages ne font, il est vrai, pas partie de notre organisation, mais il y a certes aussi un certain nombre de nos adhérents... Il faut regretter que l'adhésion au syndicat soit prise par eux si à la légère. Il faudrait qu'à l'avenir nos membres s'abstiennent de participer à de pareils voyages." (Signalen - N° 27).

Un bureau de la Reichsbahn à l'étranger est une centrale nazie.

(I.T.F.) La police chilienne a constaté que le chef du bureau de la Reichsbahn au Chili, un certain Hans

Voigts Schmidt, dirigeait la propagande nazie dans le pays. Il a été arrêté au moment où il surveillait l'impression d'une cinquantaine de milliers de tracts nazis traduits en espagnol. Lors de son interrogatoire, ce représentant de la Reichsbahn a reconnu avoir versé des fonds au journal fasciste "Los Lunes". Il fut expulsé.

Révendications dans la navigation sur l'Oder.

(I.T.F.) Lors de la "Journée de l'Oder" qui s'est réunie à Gleiwitz du 15 au 19 juin, le porte-parole

des armateurs se plaignit de ce que les bateliers ne sont pas prêts à naviguer à des bas salaires: "Il devient de plus en plus difficile de trouver l'équipage voulu sur les bateaux naviguant sur l'Oder. Un nombre de bâtiments - chalands aussi bien que vapeurs - sont déjà immobilisés malgré des demandes instantes de notre part... Une importante partie de la main-d'oeuvre a passé à d'autres professions ou a cherché et trouvé d'autres possibilités d'emploi (par exemple dans la navigation sur l'Elbe où les salaires sont plus élevés. Réd.) ... Il faut bien le dire, le problème des équipages, dans la navigation sur l'Oder, est un problème de rétribution". Le même orateur a encore fait allusion à la méthode spéciale que les bateliers de l'Oder ont trouvée pour arracher des augmentations de salaires: naviguer plus lentement lorsque c'est profitable. "Lors du passage de bâtiments d'un réseau fluvial dans l'autre, par exemple lorsqu'un bateau de l'Oder devant transporter du charbon à Hambourg doit traverser le réseau fluvial, 1° de l'Oder, 2° des canaux de la Marche 30 de l'Elbe, le taux de rétribution doit être celui valable dans le réseau fluvial où le bâtiment s'est trouvé pendant la plus grande partie de la semaine en question". L'orateur donne expression à la crainte que "dans ces circonstances on s'écarte quelque peu de la manière normale dont doit se dérouler le trafic". (Pour les rédactions: suivant un rapport officiel publié par la Chambre de commerce de Breslau).